

**NOTE D'INFORMATION**

---

du: Praesidium

à: la Convention

---

**Objet: Mandat au groupe d'experts désignés par les services juridiques**

---

Le Praesidium est convenu lors de sa réunion du 29 janvier 2003 de demander aux services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission de désigner des experts qui puissent assister le Praesidium dans l'adaptation technique des dispositions destinées à être insérées dans la partie II du Traité constitutionnel.

Les membres de la Convention trouveront ci-joint :

- à l'annexe A, le mandat tel qu'il a été transmis aux trois services juridiques
- à l'annexe B, le tableau indicatif établi par le Secrétariat de la Convention identifiant à titre préliminaire le sort des dispositions des traités actuels (TCE et TUE).

**Mandat pour le groupe d'experts  
désignés par les services juridiques des trois institutions**

1. La Convention est convenue que l'aboutissement de ses travaux devrait consister dans la transmission au Conseil européen d'un Traité constitutionnel unique, à savoir bâti sur la base de la fusion des traités TCE et TUE. La question de savoir si ce traité devrait également incorporer le traité EURATOM est encore à l'étude.
2. Sur la base de l'approche du traité constitutionnel unique remplaçant TCE et TUE, le Praesidium a présenté à la Convention en octobre dernier un avant projet de structure du traité qui a recueilli un large appui. Cet avant-projet constitue dès lors la première base de nos travaux (doc. CONV 369/02).
3. Le Praesidium est en train d'élaborer les articles de la première partie du traité, la partie "fondamentale", qu'il soumettra à la plénière par sections à partir de fin janvier. En parallèle le Praesidium souhaite que le travail avance sur la deuxième partie du traité constitutionnel. Un travail préliminaire a été effectué par le secrétariat de la Convention : il consiste à identifier dans le TCE et le TUE le sort des différentes dispositions au regard de l'avant projet de traité constitutionnel et des orientations qui émergent déjà des travaux de la Convention (voir document annexé). Ce travail préliminaire a permis de classer les différentes dispositions dans quatre catégories :
  - i) dispositions qui devraient rester inchangées (sauf numérotation et références) ;
  - ii) dispositions que l'on peut d'ores et déjà amender pour tenir compte du consensus au sein de la Convention ;
  - iii) dispositions qui sont à supprimer à la suite des travaux de la Convention, ou parce qu'elles sont devenues caduques ;
  - iv) dispositions qui doivent faire l'objet d'un remaniement profond (et doivent dès lors être rédigées par le Praesidium) ou d'amendements qui exigent que le Praesidium tranche des questions préalables sur lesquelles il n'y a pas d'orientations consensuelles à ce stade.

4. Le Praesidium demande qu'un groupe d'experts désignés par les services juridiques des trois institutions se charge de la préparation des textes de la deuxième partie du traité pour ce qui est des dispositions reprises dans la deuxième et troisième de ces catégories à la lumière des indications suivantes :
- les amendements à apporter résultent pour l'essentiel des résultats du groupe de travail sur la simplification des procédures et instruments, qui ont été accueilli favorablement par la Convention (doc. CONV 424/02). Il s'agit de :
    - la généralisation du vote à la majorité qualifiée au cours de la procédure de co-décision (page 14 dudit document) ;
    - la suppression de la procédure de coopération et son remplacement par la procédure de co-décision ou l'avis simple (page 16) ;
    - du remplacement de certaines procédures d'avis conforme par la procédure de co-décision (page 17).
- Il s'agit également de
- modifier la dénomination des instruments juridiques à l'exception des cas où une décision sur la substance est requise (page 6) ;
  - remplacer la référence à l'art. 251 par la mention spécifique de la procédure de co-décision (page 15) ;
  - mettre le PE et le Conseil sur pied d'égalité lorsqu'on fait référence à la procédure de co-décision (page 15) ;
  - adapter la dénomination "Communauté" et l'adjectif "communautaire" au nom de la nouvelle entité (pour cet exercice, le nom "Union européenne" est maintenu).
- le groupe devrait également harmoniser le langage des différentes bases juridiques pour ce qui est des termes utilisés pour définir le processus de décision au sein du Conseil (voir doc. CONV 424/02, page 7).
  - le groupe devrait également supprimer les articles indiqués à supprimer ou caduques et il est invité, au cas où il identifierait d'autres dispositions à supprimer ou caduques, à les signaler au Praesidium via le Secrétariat de la Convention.

- le groupe est également invité à signaler au Praesidium, via le Secrétariat de la Convention, des suggestions d'ultérieure simplification technique qu'il considère opportunes, par exemple des cas de fusion de certaines dispositions dans un seul article, à la condition que cela n'implique pas des modifications de substance. Si le groupe considère qu'une simplification plus large peut être envisagée, il soumettra la question au Praesidium, via le Secrétariat de la Convention, afin de recevoir des instructions.
  - il est entendu que l'avant projet de structure de traité reste indicatif. Il est dès lors loisible au groupe d'experts de suggérer, s'il le considère opportun, des regroupements différents dans la deuxième partie, voire même l'ajout d'une section ou titre ou d'une nouvelle partie (par exemple identifier la place pour les dispositions relatives aux Pays et Territoires d'outre mer, ou ajouter dans la deuxième partie une section sur la citoyenneté pour accueillir les bases juridiques qui ne sont pas reprises dans la première partie).
5. Le groupe d'experts ne procédera pas à d'autres modifications, notamment concernant les procédures de décision qui n'ont pas fait l'objet d'orientations consensuelles au sein de la Convention et n'ont pas encore été tranchées par le Praesidium. Il s'agit notamment de la question de savoir si le vote à la majorité qualifiée peut être généralisé également à d'autres procédures que la co-décision ainsi que la question de la généralisation de la procédure de co-décision à l'adoption de tout acte législatif (et quelles exceptions il faut prévoir dans l'une ou l'autre hypothèse).
6. Le groupe d'experts est invité à soumettre au Praesidium, via le Secrétariat de la Convention, pour fin février le résultat de cette première phase de travail. Il est entendu que chaque fois que le groupe rencontrera des difficultés ou se posera des questions, il s'adressera au Secrétaire général de la Convention pour recevoir des lignes directrices. Le Secrétaire général de la Convention soumettra le cas échéant ces questions au Praesidium. Des membres du Secrétariat de la Convention assisteront aux réunions du groupe d'experts.
7. A la suite de cette première phase, le Praesidium pourra décider de confier au groupe d'experts un travail ultérieur en fonction des questions qui auront entre-temps été tranchées.

**2ème PARTIE :**  
**LES POLITIQUES ET LA MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE L'UNION**

<b><u>ARCHITECTURE DU TRAITE</u></b>				
<b><u>A. POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES</u></b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS <sup>1</sup></b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
<b>A1. MARCHE INTERIEUR</b>				
<b>I.</b> Libre circulation des personnes et des services				
1. Travailleurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 41</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 39 (mot Communauté)</li> <li>▪ Art. 40</li> <li>▪ Art. 42</li> </ul> <p><i>Dénomination procédure de codécision</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 42, dernier alinéa : <i>Généralisation de la majorité qualifiée pour la codécision (rapport Amato)</i></li> </ul>		

<sup>1</sup> Même pour les articles qui restent inchangés, un travail de toilettage et de renumérotation sera notamment nécessaire.

2. Liberté d'établissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 43</li> <li>▪ Art. 44 (sauf par. 1)</li> <li>▪ Art. 45</li> <li>▪ Art. 46, par. 1</li> <li>▪ Art. 47, par. 3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 44, par. 1;</li> <li>▪ Art. 46, par. 2;</li> <li>▪ Art. 47, pars. 1 et 2</li> <li>▪ Art. 48</li> </ul> <p><i>Dénomination procédure de codécision et réf. à "Communauté"</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 47, par. 2 : <i>généralisation de la majorité qualifiée pour la codécision (rapport Amato)</i></li> </ul>		
3. Liberté de prestation de services	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 50, 51</li> <li>▪ Art. 54, 55</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 49 : réf à "Communauté"</li> <li>▪ Art. 52, 53 : réf. à "directives"</li> </ul>		
4. Visas, asile et immigration et autres politiques liées à la circulation des personnes				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.61 (en partie caduc)</li> <li>▪ Art.62</li> <li>▪ Art.63</li> <li>▪ Art.64</li> <li>▪ Art.65</li> <li>▪ Art.66</li> <li>▪ Art.67 Art.69 (question de la situation du RI, Irlande et Danemark; à modifier?)</li> <li>▪ Art.68</li> </ul>

II. Libre circulation des marchandises	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 23</li> <li>▪ Art. 24</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 23, par. 1 : <i>réf. à "Communauté"</i></li> </ul>		
1. Union douanière	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 25, 26</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 27 : <i>réf. à "Communauté"</i></li> </ul>		
2. Interdiction de restrictions quantitatives	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 28 à 31</li> </ul>			
III. Capitaux et paiements	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 56</li> <li>▪ Art. 57, par. 1</li> <li>▪ Art. 58</li> <li>▪ Art. 59</li> <li>▪ Art. 60, par. 2</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 57, par. 2 : <i>réf à "droit communautaire"</i></li> <li>▪ Art. 60, par. 1 : <i>réf. à "Communauté"</i></li> </ul>		
<b>III bis. DISPOSITIONS FISCALES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 90 à 93</li> </ul>			
IV. Le rapprochement de législations	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 96, 97</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 94 : <i>maintien de la notion de marché "commun"?</i></li> <li>▪ Art. 95 : <i>réf. à "directives"</i></li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 94 : <i>consolidation avec l'art. 95 ?</i></li> </ul>

A2 POLITIQUE ECONOMIQUE ET MONETAIRE	ARTICLES INCHANGÉS	ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE	ARTICLES À SUPPRIMER	ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE
<i>I. Politique économique ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 100, par. 1</li> <li>Art. 101, par. 2</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 98</li> <li>Art 99</li> <li>Art 100, par. 2</li> <li>Art. 101, par. 1</li> <li>Art. 102, par. 1</li> <li>Art. 103, par. 1</li> <li>Art. 104 (procédure déficit excessif)</li> </ul> <p><i>Réf. à "Communauté" ou à "communautaire (art. 100, par. 2)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 99, par. 5 : <i>changement de procédure : codécision (rapport Amato)</i></li> <li>Art. 102, par. 2 : <i>changement de procédure : avis simple (rapport Amato)</i></li> <li>Art. 103, par. 2 : <i>changement de procédure : avis simple (rapport Amato)</i></li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 99, par. 2 : <i>changement de procédure d'adoption GOPE ?</i></li> <li>Art. 99, par. 4 : <i>changement de procédure d'adoption des recommandation/ avertissement ?</i></li> <li>Art. 104, pars. 6 à 14 : <i>changement de procédures? Composition du Conseil ECOFIN par les seuls membres de la zone Euro ?</i></li> </ul> <p><b>[A revoir en fonction des recommandations du rapport Hänsch - groupe de travail "Gouvernance économique"]</b></p>



<p><b>II. Politique monétaire?</b></p> <p><i>Articles 107 à 109 et 112 à 115 : V. section D de la seconde partie "Le fonctionnement de l'Union"</i></p> <p><i>Art. 110 : V. Art. 24 du traité constitutionnel</i></p> <p><i>Art. 111 : V. section B de la seconde partie "L'action extérieure"</i></p> <p><i>V. aussi protocoles concernant l'UEM</i></p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 105, 106 : <i>réf. à "Communauté"</i></li> <li>▪ Art. 106, par. 2 : <i>changement de procédure : codécision (rapport Amato)</i></li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 105, par. 6 : <i>changement de procédure ? codécision ? (rapport Amato)</i></li> </ul>
<p><b>IV. Dispositions transitoires</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 119 et 120 : continuent de s'appliquer pour les EM faisant l'objet d'une dérogation (v. art. 122, par. 6)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ [Art. 116 (phases) : supprimer</li> <li>▪ Art. 117 (IME) : supprimer (<i>mais tenir compte de l'article 44 des statuts SEBC : besoin d'une disposition analogue à l'article 114, par. 4) ?</i></li> <li>▪ Art. 118 : supprimer</li> <li>▪ Art. 121 à 124 (participation à l'UEM): abrogation partielle ?] <sup>1</sup></li> </ul>	

<sup>1</sup> Ce travail exige des vérifications préalables.

A3. POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES	ARTICLES INCHANGÉS	ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE	ARTICLES À SUPPRIMER	ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE
<i>I. Citoyenneté de l'Union</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 20, deuxième phrase (protection diplomatique)</li> <li>Art. 22 (nouveaux droits)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 18, pars. 2 et 3 <i>Réf. Communauté et dénomination procédure de codécision</i></li> <li>Art. 19 pars. 1 et 2 (droits de vote et d'éligibilité) : voir art. 5 du traité constitutionnel; fusion de ces deux pars. ?</li> <li>Art. 194 (pétition au PE) : <i>Section D ou ici ?</i></li> </ul>		
<i>I. bis</i> <i>1.1.1. Règles de concurrence</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art.85</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 81 (remplacer "marché commun" par marché intérieur");</li> <li>Art. 82 (idem);</li> <li>Art.86, par.1 remplacer traité par Constitution; supprimer les références aux articles:</li> <li>Art.86,par.2: idem; remplacer Communauté par Union;</li> <li>Art. 86,par.3 : changement instrument</li> <li>Art.87,par.1: remplacer traité par Constitution et marché commun par marché intérieur;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art.87,par.2: référence à l'Allemagne avant la réunification – caduc ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 83 (modification des instruments "règlement" et "directive");</li> <li>Art.84<sup>1</sup></li> <li>Art.89: instrument</li> </ul>

<sup>1</sup> L'éventuelle suppression de cet article requiert un examen approfondi.

		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.87,par.3: idem;</li> <li>▪ Art.88,par.1: idem;</li> <li>▪ Art.88,par.2: idem;</li> <li>▪ Art.88,par.3: idem;</li> </ul>		
II. Politique sociale (sans préjudice des recommandations du groupe de travail XI « Politique sociale »)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.137,par.6</li> <li>▪ Art.139</li> <li>▪ Art.140</li> <li>▪ Art.141,par.1, 2 et 4</li> <li>▪ Art.144</li> <li>▪ Art.145</li> <li>▪ Art.147</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.137,par.1: idem</li> <li>▪ Art.137,par.2: changer "directives" et formulation codécision;</li> <li>▪ Art.137,par.3: procédure d'adoption</li> <li>▪ Art.137,par.4 :mot directive;</li> <li>▪ Art.137,par.5:mot traité;</li> <li>▪ Art.138: mot "communautaire"</li> <li>▪ Art.141,par.3modification formule sur codécision;</li> <li>▪ Art.143: mot Communauté;</li> <li>▪ Art.146: mot Communauté;</li> <li>▪ Art.148: formulation codécision</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.136: ajout Charte ?</li> </ul>

III. Cohésion économique et sociale		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.158 (remplacer le mot "Communauté")</li> <li>▪ Art.159 (idem)</li> <li>▪ Art.160 (idem)</li> <li>▪ Art.161 : <i>Passer de l'avis conforme à la co-décision (rapport Amato).</i></li> <li>▪ Art.162: formulatio codécision</li> </ul>		
IV. Agriculture et pêche	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.33</li> <li>▪ Art.35</li> <li>▪ Art.36</li> <li>▪ Art.38</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.32 : mots marché commun</li> <li>▪ Art.34 : mot Communauté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 37 par 1 (caduc)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.37 pars 2 à 4: mot Communauté + instruments</li> </ul>
V. Environnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.176</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.174: mot Communauté</li> <li>▪ Art.175</li> </ul>		
VI. Protection des consommateurs		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.153: mot Communauté; formulation procédure codécision</li> </ul>		
VII. Transports	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.70</li> <li>▪ Art.71,par.2</li> <li>▪ Art.73</li> <li>▪ Art.74</li> <li>▪ Art.77</li> <li>▪ Art.79</li> <li>▪ Art.80</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.71,par.1: formulation procédure codécision;</li> <li>▪ Art.75: mot Communauté</li> <li>▪ Art.76: idem</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.78 (à maintenir?)</li> <li>▪ Art.72 (date)</li> </ul>
VIII. Réseaux transeuropéens		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.154 : mot Communauté</li> <li>▪ Art.155: idem</li> <li>▪ Art.156 : formulation procédure codécision</li> </ul>		

IX. Recherche et développement technologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.167</li> <li>▪ Art.173</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.163: mot Communauté</li> <li>▪ Art.164: idem</li> <li>▪ Art.165: idem</li> <li>▪ Art.166: idem + formulation codécision</li>   <li>▪ Art.168: idem</li> <li>▪ Art.169: idem</li> <li>▪ Art.170: idem</li> <li>▪ Art.171: idem</li> <li>▪ Art.172 : formulation procédure codécision</li> </ul>		
--	--	---	--	--

A4. LA SECURITE INTERIEURE	ARTICLES INCHANGÉS	ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE	ARTICLES À SUPPRIMER	ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE
			<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.41 TUE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les articles 29 à 42 TUE sont à travailler, à la lumière des travaux du GT X et des débats lors de la séance plénière des 5 et 6 décembre 2002.</li> <li>▪ Art.29 TUE</li> <li>▪ Art.30 TUE</li> <li>▪ Art.31 TUE</li> <li>▪ Art.32 TUE</li> <li>▪ Art.33 TUE</li> <li>▪ Art.34 TUE</li> <li>▪ Art. 35 TUE (supprimer sauf 35 par. 5 ?)</li> <li>▪ Art.36 TUE;</li> <li>▪ Art.37 TUE (à revoir également en fonction de l'article 18 et section VI de l'avant-projet de traité constitutionnel);</li> <li>▪ Art.38 TUE (disposition unique sur accords internationaux)</li> <li>▪ Art.39 TUE</li> <li>▪ Art.40 TUE (coopérations renforcées; voir article 32 avant-projet de traité constitutionnel)</li> <li>▪ Art. 46 TUE</li> </ul>

<b>A5. DOMAINES OU L'UNION PEUT DECIDER DE MENER UNE ACTION D'APPUI</b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS</b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
I. Emploi (sous réserve des recommandations du groupe de travail XI « Politique sociale »)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.130</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 125: mot Communauté</li> <li>▪ Art.126: idem</li> <li>▪ Art.127: idem</li> <li>▪ Art.128 : idem</li> <li>▪ Art.129 : formulation procédure de codécision</li> </ul>		
II. Santé publique		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.152: mot Communauté + formulation procédure codécision</li> </ul>		
III. Industrie		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.157</li> </ul>		
IV. Culture		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.151, par.1 à par.4: mot Communauté</li> <li>▪ Art.151,par.5: généralisation de la majorité qualifiée pour la procédure de codécision (rapport Amato).</li> </ul>		
V. Education, formation professionnelle, jeunesse		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art.149: mot Communauté + formulation procédure codécision</li> <li>▪ Art. 150: idem</li> </ul>		

<b>B. <u>L'ACTION EXTERIEURE</u></b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS</b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
	<p align="center"><b>NOUVEAU</b> (Article principes et objectifs de l'action extérieure)</p>			
I. Politique commerciale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 134 TCE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 132 TCE (Référence « Communauté », instruments)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 131 TCE (partiellement; objectifs et principes de l'action extérieure dans un nouvel article)</li> <li>Art. 133 TCE</li> </ul>
II. Coopération au développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 179(2) TCE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 178 TCE (« Communauté »+ réf. à un nouvel article concernant les des objectifs et principes de l'action extérieur dans un seul article)</li> <li>Art. 179 par. 1 TCE (Réf. à un nouvel article concernant les des objectifs et principes de l'action extérieur dans un seul article)</li> <li>Art. 180 TCE (Référence « communauté »)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 177 TCE (définition des objectifs et principes de l'action extérieure dans un seul article)</li> <li>Art. 179 par. 3 TCE (si intégration FED dans le budget ( ?))</li> <li>Art. 181a par. 1 (nouvel article principes et objectifs)</li> </ul>
III. Aspects externes de politiques couvertes dans les chapitres A1 à A4	<p align="center"><b>NOUVEAU</b> (Article explicitant la compétence externe de l'Union dans les domaines de compétence interne)</p>			



IV. La politique étrangère et de sécurité commune				
1. Politique étrangère	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 16 TUE</li> <li>▪ Art. 27 TUE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 301 TCE (Référence « Communauté »)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 11 TUE (voir article 13 du nouveau traité et nouvel article sur les objectifs et principes de l'action extérieure)<sup>1</sup></li> <li>▪ Art. 12 (dernier tiret) TUE</li> <li>▪ Art. 13 par. 2 TUE (mécanisme/ procédure pour définir les objectifs détaillés)</li> <li>▪ Art. 13 par. 3 TUE (si rôle spécifique du porteur de la fonction de HR)</li> <li>▪ Art. 14 TUE (rôle spécifique du porteur de la fonction de HR)</li> <li>▪ Art. 15 TUE (en fonction des éléments repris dans article 24 du nouveau traité)</li> <li>▪ Art. 18 TUE (représentation, rôle spécifique du porteur de la fonction de HR)</li> <li>▪ Art. 19 TUE (rôle du porteur de la fonction de HR dans une meilleure coordination au sein des organisations internationales)</li> <li>▪ Art. 20 TUE (rôle des Délégations de l'Union et ambassades EM vis-à-vis HR)</li> <li>▪ Art. 21 TUE (rôle porteur fonction HR, et si amélioration information PE)</li> <li>▪ Art. 22 TUE (rôle spécifique porteur fonction HR)</li> <li>▪ Art. 26 TUE (rôle fonction HR/nouveau poste)</li> <li>▪ Art. 27a, 27b, 27c, 27d, 27e TUE (à revoir en fonction de l'article 32 du nouveau traité)</li> <li>▪ Art. 207 par. 2 TCE (nomination porteur fonction HR)</li> </ul>

<sup>1</sup> Tous ces articles sont à amender, de manière plus ou moins étendue, en fonction des travaux du groupe VII et VIII.

2. Gestion de crises	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 17 par. 1 alinéa 1 ( ?), par 1 alinéa 2 TUE</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 17 par. 1 alinéa 3, par. 2, par. 4 TUE (à revoir)</li> <li>Art. 23 par. 1 TUE (changement de « consensus »/unanimité au consentement)</li> <li>Art. 25 TUE (article sur PSC – amendement pour rôle fonction HR dans la gestion des crises et d’autres mécanismes)</li> </ul> <p>Inscription d’un dispositif permettant un assouplissement de procédures d’appel au budget communautaire (modification Art. 28(3) TUE ?)</p> <p>Fonds phase préparatoire ou modification Art. 28(3) TUE (pour permettre frais militaires)</p>
	NOUVEAU (objectifs de convergence)			
	NOUVEAU (agence armements)			

V. La conclusion d'accords internationaux				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art .111 par. 1-3, 5 TCE</li> <li>▪ Art. 133 par. 3, 5-7 TCE</li> <li>▪ Art. 170 TCE</li> <li>▪ Art. 174 par. 4 TCE</li> <li>▪ Art. 181TCE</li> <li>▪ Art. 181a par. 2-3 TCE</li> <li>▪ Art. 300 TCE</li> <li>▪ Art. 310 TCE</li> <li>▪ Art. 24 TUE</li> <li>▪ Art. 38 TUE</li> </ul> (nouvel article regroupant dispositions pour négociations des accords internationaux)
VI. Relations et représentation dans les organisations internationales		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 111 par. 4 TCE (« Communauté », représentation)</li> <li>▪ Art. 303 TCE (« Communauté »)</li> <li>▪ Art. 304 TCE (« Communauté »)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 302 TCE</li> </ul>

<b><u>C.</u></b> <b><u>DEFENSE</u></b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS</b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
	<p align="center">NOUVEAU (Article spécifiant mise en œuvre de l'article 30 du nouveau traité)</p>			
	<p align="center">NOUVEAU (Clause Conseil européen, adoption d'une déclaration d'évaluation de la menace et mise à jour)</p>			
<b><u>D.</u></b> <b><u>LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION</u></b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS</b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
<b>I.</b> <b><u>Dispositions institutionnelles</u></b>				
<b>Le Parlement européen</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 193 : (commissions temporaires d'enquête)</li> <li>▪ Art. 196, 197, 199, 200 : (fonctionnement interne)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 194 (pétition) : réf. A "Communauté"</li> <li>▪ Art. 195, sauf par. 1, alinéa 1 : (Médiateur)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 191 (partis politiques) : <i>à transférer dans le titre "Vie démocratique" ?</i></li> </ul>

<b>Le Conseil</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 204 (convocation)</li> <li>▪ Art. 206 (délégation vote)</li> <li>▪ Art. 207, par. 1 (Coreper)</li> <li>▪ Art. 207, par. 3, alinéa 1 (règlement intérieur)</li> <li>▪ Art. 209 (statut des comités)</li> <li>▪ Art. 210 (traitements et pensions) : v. <i>infra</i></li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 207, par. 2 (secrétaire général- HR)</li> </ul>
<b>La Commission</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 213, par. 2, alinéas 2 et 3 (notion d'indépendance) <sup>1</sup></li> <li>▪ Art. 216 (démission commissaire)</li> <li>▪ Art. 218, par. 2 (règlement intérieur)</li> <li>▪ Art. 219, alinéa 3 (quorum)</li> <li>▪ Art. 284 (pouvoir d'enquête de la Commission)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 212 (rapport annuel) : réf. à "Communauté"</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 215 (remplacement commissaires) : <i>dépend de la modification de l'art. 214</i></li> </ul>

<sup>1</sup> . La réforme de la Commission pourrait comporter une modification substantielle de cette disposition

<b>La Cour de justice</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 292 (règlement différends)</li> <li>▪ Art. 226, 227, 228, 232 à 235, 237, 239 à 244</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 225 A : <i>instrument : réf. à "décision"</i></li> <li>▪ Art. 229 : <i>réf. à "règlements" et dénomination de la procédure de codécision</i></li> <li>▪ Art. 229 A: <i>réf. à "titre communautaires"</i></li> <li>▪ Art. 231 : <i>réf à "règlements"</i></li> <li>▪ Art. 236 : <i>réf à "Communauté"</i></li> <li>▪ Art. 238 : <i>réf à "Communauté"</i></li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 46 TUE</li> <li>▪ Art. 68 TCE</li> <li>▪ Articles 221 à 225 du TCE (<i>en partie - certaines dispositions de ces articles devraient apparaître à l'article 20 du traité constitutionnel</i>)</li> <li>▪ Art. 230, (recours en annulation) : <i>nouvelles règles concernant la saisine?</i></li> <li>▪ Art. 245 (statut de la Cour) : <i>changement de procédure ?</i></li> <li>▪ Art. 225 A et 229 A (<i>création de nouvelles chambres : changement procédure ?</i>)</li> </ul>
<b>La Cour des comptes</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 247 et 248 (<i>en partie - Certaines dispositions de ces articles devraient apparaître à l'article 21 du traité constitutionnel</i>)</li> </ul>		

<b>Le SEBC et la BCE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 107, par. 4 et 6 (référence aux Statuts SEBC)</li> <li>▪ Art. 108 (indépendance)</li> <li>▪ Art. 112 et 113 (Composition et fonctionnement du Conseil des gouverneurs et directoire)</li> <li>▪ Art. 114, par. 3 et 4</li> <li>▪ Art. 115</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 109 (deuxième phase) ? A supprimer ? (<i>obsolète</i>).</li> <li>▪ Art. 114, par. 1 : supprimer (Comité monétaire remplacé par Comité économique et financier)</li> <li>▪ Art. 114, par. 2 : <i>réf</i> à "<i>Communauté</i>"</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 107, par. 5 (modification statuts SEBC): <i>changement de procédure ? : avis conforme ou codécision ? (Rapport Amato)</i></li> </ul>
<b>Banque européenne d'investissement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Articles 9, 266 TCE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 267 : <i>réf.</i> à "<i>Communauté</i>"</li> </ul>		
<b>Les organes consultatifs de l'Union</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 209 (statut des comités) <i>V. Art. 23 du traité constitutionnel ?</i></li> <li>▪ Articles 257 à 262 (Comité économique et social)</li> <li>▪ Articles 263 à 265 (Comité des Régions) <sup>1</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Articles 258, alinéa 3,</li> <li>▪ Art. 259, par. 2</li> <li>▪ Art. 263, alinéa 3</li> </ul> <p><i>Réf. à "Communauté"</i></p>		
<b>Dispositions communes aux institutions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Articles 210, 247 par. 8 et 258, alinéa 4 (traitements des membres de certaines institutions ou organes)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 283 (statut des fonctionnaires)</li> <li>▪ Art. 287 (devoir de réserve)</li> <li>▪ Art. 289 (siège institutions)</li> <li>▪ Art. 290 : (régime linguistique)</li> <li>▪ Art. 291 (privilège et immunités)</li> </ul> <p><i>Réf. à "Communauté(s)"</i></p>		

<sup>1</sup> Sous réserve du débat en plénière sur les régions.

<b><u>II. Dispositions sur les procédures et les actes</u></b>				
<b>Procédures</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 251 (en partie - détail de la procédure de codécision)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 252 (procédure de coopération : supprimer (rapport Amato))</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Articles 7 TUE et 309 TCE (<i>en partie - détail de la procédure de sanction d'un EM pour violation principes et valeurs</i>) ? Ou dans première partie du traité constitutionnel seulement ?</li> <li>Art. 272 et 273 (en partie) : procédure budgétaire</li> </ul>
<b>Actes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 254 (publication des actes) : <i>V.Article 24 du traité constitutionnel</i></li> <li>Art.256 (titre exécutoire des actes de la Commission et du Conseil)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art.253 (motivation des actes) : <i>réf aux instruments</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 293 (Convention TCE): suppression (rapport Amato)</li> </ul>	
<b><u>III. Dispositions sur les finances de l'Union</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 271, 274</li> <li>Art. 276, 277</li> <li>Art. 278</li> <li>Art. 279 (adoption règlements financiers et autres modalités)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Art. 275 et 280 <i>réf. à "Communauté".</i></li> </ul>		



<b><u>IV. Coopérations renforcées</u></b>				<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 40, 43, 44 TUE et 11 TCE (<i>en parti v. Art. 32 du traité constitutionnel</i>)</li> </ul>
<b><u>V. Dispositions diverses</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 294 (non discrimination actionnaires sur base de la nationalité)</li> <li>Art. 295 (régime de la propriété)</li> <li>Art. 296 (intérêts essentiels de la sécurité des EM - liste secrète).</li> <li>Art. 297 (protection du "marché commun" en cas de circonstances exceptionnelles)</li> <li>Art. 298 (Contrôle de l'application des articles 296 et 297).</li> <li>Art. 306 (Bénélux)</li> <li>Art. 307 (conventions des EM antérieures à 1958)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 288 (responsabilité de la Communauté)</li> <li>Art. 285 (statistique)</li> <li>Art. 286 (traitement des données personnelles) : à <i>insérer dans la section "citoyenneté" de la seconde partie du traité constitutionnel ?</i></li> </ul> <p><i>réf. à "Communauté".</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 305 (lien avec CECA et Euratom) : <i>par . 1 à supprimer; par. 2 à revoir en fonction du sort du traité Euratom</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 282 (capacité juridique)</li> </ul>
<b>Partie 2 bis? : Pays et territoires d’Outre Mer (pro memoria)</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Articles 182 à 188</li> </ul>		

**1ère PARTIE**

<b><u>ARCHITECTURE DU TRAITÉ</u></b>				
<b>Titre I: <u>Définition et objectifs de l'Union</u></b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS <sup>1</sup></b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
Article 1: Création de [la Communauté européenne, Union européenne, Etats-Unis de l'Europe, Europe Unie.]	NOUVEAU		<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 1 par.3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art.1 pars. 1 et 2 TUE</li> <li>Art. 1 TCE</li> </ul>
Article 2: Ses valeurs	NOUVEAU			<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 6 par. 1 TUE</li> </ul>
Article 3: Ses objectifs	NOUVEAU			<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 2 TUE art. 2,3,4 TCE</li> <li>Art. 11 TUE</li> <li>Art. 29 TUE</li> </ul>
Article 4: Sa personnalité juridique	NOUVEAU		<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 281 TCE</li> </ul>	

<sup>1</sup> Même pour les articles qui restent inchangés, un travail de toilettage et de renumérotation sera notamment nécessaire.

<b>Titre II: <u>La citoyenneté de l'Union, et les droits fondamentaux</u></b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS</b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
Article 5: La citoyenneté de l'Union <sup>1</sup>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 12 TCE Art. 18 TCE</li> <li>▪ Art. 19 TCE par. 20 TCE</li> <li>▪ Art. 21 TCE (Charte)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 17 TCE (double nationalité)</li> </ul>
Article 6: La Charte des droits fondamentaux				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 6 TUE</li> </ul>

---

<sup>1</sup> Les dispositions donnant la compétence à l'Union pour établir les modalités d'exercice de certains de ces droits sont dans la Partie II du Traité constitutionnel. Il en est de même pour ce qui est de l'actuel art. 22 2ème alinéa du TCE actuel, qui donne la possibilité au Conseil d'arrêter des dispositions tenant à compléter les droits de la citoyenneté.

	ARTICLES INCHANGÉS	ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE	ARTICLES À SUPPRIMER	ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE
Article 7: Les principes fondamentaux: attribution, subsidiarité, proportionnalité				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 5 TCE</li> <li>▪ Art. 2 par.2 TUE</li> </ul> Protocole subsidiarité/ proportionnalité
Article 8: Le respect des principes fondamentaux: compétences d'attribution limitées. Contrôle de la subsidiarité et de la proportionnalité. Primauté du droit de l'Union. Evolution dans la durée.		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 10 TCE</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 308 TCE</li> </ul>
Article 9: Les catégories de compétences: définition	NOUVEAU			
Article 10: Les compétences exclusives	NOUVEAU			
Article 11: Les compétences partagées	NOUVEAU			
Article 12: Les domaines d'action d'appui	NOUVEAU			
Article 13: Politique étrangère et de sécurité commune; politique de défense commune; politique en matière de police et de justice dans le domaine pénal	NOUVEAU			

<b>Titre IV: <u>Les Institutions de l'Union</u></b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS</b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
Article 14: Le système institutionnel commun aux actions menées par l'Union et aux actions menées par les Etats membres de manière conjointe dans le cadre de l'Union			▪ Art. 47 TUE	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 3 TUE Art. 5 TUE</li> <li>▪ Art. 28 par.1 TUE</li> <li>▪ Art. 41 par.1 TUE</li> <li>▪ Art. 7 TCE</li> <li>▪ Art. 8 TCE</li> </ul>
Article 15: Le Conseil Européen: composition, rôle, missions				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 4 TUE</li> <li>▪ Art. 13 pars. 1 et 2 TUE</li> </ul>
Article 15 bis: La Présidence du Conseil Européen				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 4 TUE</li> </ul>
Article 16: Le Parlement Européen: composition, attributions	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 21 TUE</li> <li>▪ Art. 195 par. 1, alinéa 1 TCE</li> <li>▪ Art. 201 TCE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 192 TCE</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 39 par. 1 TUE</li> <li>▪ Art. 189 TCE Art. 190 TCE</li> </ul>
Article 17: Le Conseil: composition, attributions	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 208 TCE</li> <li>▪ Art. 203 par. 1 TCE</li> <li>▪ Art. 218 par. 1 TCE</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 13 par. 3 <sup>1</sup></li> <li>▪ Art. 26 TUE</li> <li>▪ Art. 202 TCE</li> </ul>
Article 17 bis: La Présidence du Conseil				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 18 TUE</li> <li>▪ Art. 203 par. 2TCE</li> </ul>

<sup>1</sup> Voir également art. 29 de l'avant-projet.

Article 18: La Commission: composition; attributions (monopole d'initiative) <sup>1</sup>	▪ Art. 218 par. 1 TCE			▪ Art. 27 TUE et 36 par. 2 TUE ▪ Art. 211 TCE Art. 250 par.2 ▪ Art. 213 par. 1 et par. 2, 1er alinéa du TCE ▪ Art. 214 TCE ▪ Art. 217 TCE
Article 18 bis: La Présidence de la Commission				▪ Art. 214 TCE ▪ Art. 219 alinéa 1 TCE
Article 19: Le Congrès des Peuples d'Europe	NOUVEAU			
Article 20: La Cour de Justice	▪ Art. 220 TCE (Art. 220 alinéa 1 après Nice)			▪ Art. 35 TUE (supprimé sauf par. 5 ?) ▪ Art. 46 TUE ▪ Art. 68 TCE ▪ Art. 221 TCE Art. 222 TCE ▪ Art. 225 TCE Art. 223 TCE (en partie)
Article 21: La Cour des Comptes	▪ Art. 246 TCE	▪ Art. 247 TCE (en partie) ▪ Art. 248 TCE (en partie)		
Article 22: La Banque Centrale Européenne	▪ Art. 105 par. 4 ▪ Art. 106 par. 1 ▪ Art. 107 par. 2 TCE ▪ Art. 110 par. 1 TCE			▪ Art. 8 TCE
Article 23: Les organes consultatifs de l'Union	▪ Art. 209 TCE	▪ Art. 7 par.2 TCE		

<sup>1</sup> Référence sera faite de façon spécifique au droit d'initiative de la Commission, ainsi qu'à ses conséquences pour le droit de vote au Conseil (voir également art. 37 de l'avant-projet).

<b>Titre V:</b> <b><u>La mise en œuvre des</u></b> <b><u>Compétences et des actions de</u></b> <b><u>l'Union</u></b>	ARTICLES INCHANGÉS	ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE	ARTICLES À SUPPRIMER	ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE
Article 24: Les instruments de l'Union: p.ex. lois européennes, lois-cadres, décisions européennes (liste à préciser à la lumière des conclusions du Groupe de travail IX)		Tous les articles citant des instruments (voir Partie II) <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 110 TCE (mais pas de parallélisme avec Art. 249 TCE)</li> <li>▪ Art. 254 TCE</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 12 TUE</li> <li>▪ Art. 14 pars. 1, 2, 3, 4 TUE</li> <li>▪ Art. 15 TUE</li> <li>▪ Art. 34 par. 2 TUE</li> <li>▪ Art. 249 TCE</li> </ul>
Article 25: Procédures législatives: adoption des lois et des lois-cadres		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 251 TCE (en partie)</li> </ul> Tous les articles se référant procédures (voir Partie II)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 252 TCE</li> </ul>	
Article 26: Procédures d'adoption des décisions	NOUVEAU			
Article 27: Procédures d'adoption des actes d'application				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 202 TCE</li> <li>▪ Art. 211 TCE</li> </ul>
Article 28: Procédures de mise en œuvre des actions d'appui (y inclus programmes). Surveillance de leur exécution	NOUVEAU			

Article 29: 1) Politique étrangère et de sécurité commune 2) Gestion de crises	<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 12 dernier tiret TUE</li> <li>Art. 16 TUE</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 13 (initiative HR à ajouter) pars.2 et 3 TUE</li> <li>Art. 14 pars.4,5,6 et 7 TUE</li> <li>Art. 22 par.1 TUE</li> <li>Art. 25 TUE (après Nice)</li> </ul>
Article 30: Politique de défense commune <sup>1</sup>	NOUVEAU			
Article 31: Politique en matière de Police et de Justice dans le domaine pénal				<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 29 TUE <sup>2</sup></li> </ul>
Article 32: Le recours aux coopérations renforcées				<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 40 TUE Art. 43 TUE</li> <li>Art. 44 TUE</li> <li>Art. 11 TCE (en partie)</li> </ul>
<b>Titre VI: La vie démocratique de l'Union</b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS</b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
Article 33: Principe d'égalité démocratique des citoyens de l'Union	NOUVEAU			
Article 34: Principe d'une démocratie participative	NOUVEAU			
Article 35: Loi électorale uniforme pour l'élection au Parlement européen				<ul style="list-style-type: none"> <li>Art. 190 par.4 TCE</li> </ul>

<sup>1</sup> Voir également art. 17 de l'avant-projet.

<sup>2</sup> Cet article est interprété comme se référant à la partie C) de la 2ème Partie de l'avant projet de traité constitutionnel.



Article 36: Transparence des débats législatifs de l'Union <i>et accès aux documents</i>  <i>Article 36 bis : droit à une bonne gouvernance ?</i>				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 207 par.3, alinéa 2 TCE</li> <li>▪ Art. 255 TCE</li> </ul>
	<i>NOUVEAU ? V. Art. 41 Charte des droits fondamentaux</i>			
Article 37: Règles de vote des Institutions de l'Union. La mise en œuvre de la possibilité de "l'abstention constructive", et ses conséquences		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 23 TUE</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 23 TUE</li> <li>▪ Art. 34 pars.3 et 4 TUE</li> <li>▪ Art. 205 TCE</li> <li>▪ Art. 219 alinéa 2 TCE Art. 198 TCE</li> <li>▪ Art. 250 par.1 alinéa 2 TCE</li> </ul>
<b>Titre VII: Les finances de l'Union</b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS</b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
Article 38: Les ressources de l'Union				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 269 TCE</li> </ul>
Article 39: Le principe d'équilibre budgétaire de l'Union		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art 270 TCE</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 268 alinéa 3 TCE</li> </ul>
Article 40: La procédure budgétaire de l'Union				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 28 pars. 2, 3 et 4 TUE art 41 par. 2, 3, et 4 TUE</li> <li>▪ Art. 268 pars. 1 et 2 TCE</li> <li>▪ Art. 272 TCE Art. 273 TCE</li> <li>▪ Art. 274 TCE (en partie)</li> </ul>

<b>Titre VIII: L'action de l'Union dans le monde</b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS</b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
Article 41: La représentation extérieure de l'Union				▪ Art. 18 TUE
<b>Titre IX: L'Union et son Environnement proche</b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS</b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
Article 42: Relations privilégiées entre l'Union et des Etats voisins				▪ Art. 310 TCE
<b>Titre X: L'appartenance à l'Union</b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS</b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
Article 43: Une Union ouverte à tous les Etats d'Europe, qui respectent strictement ses valeurs et droits fondamentaux et acceptent ses règles de fonctionnement	NOUVEAU			
Article 44: Procédure d'adhésion à l'Union	▪ Art. 49 TUE			
Article 45: La suspension des droits d'appartenance à l'Union				▪ Art. 7 TUE ▪ Art. 309 TCE
Article 46: Le retrait de l'Union	NOUVEAU			

**3ème PARTIE :  
DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES**

<b><u>ARCHITECTURE DU TRAITE</u></b>				
<b>Dernier Titre:</b>	<b>ARTICLES INCHANGÉS</b>	<b>ARTICLES À AMENDER AU PLAN TECHNIQUE</b>	<b>ARTICLES À SUPPRIMER</b>	<b>ARTICLES À AMENDER DE FAÇON SUBSTANTIELLE</b>
Abrogation des Traités antérieurs	NOUVEAU		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 50 : à supprimer ? (voir article 9 Traité Amsterdam)</li> </ul>	
Continuité juridique par rapport à La Communauté européenne, et à l'Union européenne	NOUVEAU			
Champ d'application		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 299 TCE</li> </ul>		
Protocoles		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 311 TCE</li> </ul>		
Procédure de révision du Traité Constitutionnel				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 48 TUE (à examiner)</li> </ul>
Adoption, ratification, et entrée en Vigueur du Traité constitutionnel				<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 52 TUE</li> <li>▪ Art. 313 TCE (à fusionner) (à examiner)</li> </ul>
Durée		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 51 TUE</li> <li>▪ Art. 312 TCE (à fusionner)</li> </ul>		
Langues		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Art. 53 TUE</li> <li>▪ Art. 314 TCE (à fusionner)</li> </ul>		